

Sous la direction de
HAMID AÏT AMARA et BERNARD FOUNOU-TCHUIGOUA

L' AGRICULTURE AFRICAINNE EN CRISE

**dans ses rapports avec l'Etat,
l'industrialisation et la paysannerie**

Préface de Samir Amin



L' Harmattan

Hamid Aït Amara, Bernard Founou-Tchuigoua
(sous la direction de)

**L'agriculture africaine
en crise**

***dans ses rapports avec l'Etat,
l'industrialisation et la paysannerie***

Préface de Samir AMIN

Éditions L'Harmattan
UNU Université des NATIONS UNIES
UNRISD
Institut de Recherche des Nations Unies
pour le Développement Social

© U.N.U.
© L'Harmattan, 1989
ISBN : 2-7384-0405-7

Sommaire

	Préface, Samir AMIN, Les rapports entre la révolution agricole et l'industrialisation dans le développement africain	9
I.	H. AIT AMARA, Introduction générale	21
II.	H. AIT AMARA, Le développement autocentré et les relations agriculture-industrie. Cas de l'Algérie	39
III.	Henry MAPOLU, Impérialisme, Etat et paysannerie en Tanzanie	71
IV.	B. FOUNOU-TCHUIGOUA, Leçons de l'échec des tentatives de maîtrise agricole sans déconnexion : Algérie et Tanzanie	89
V.	Rigobert Oladiran LAPIDO, Cultures industrielles et d'exportation au Nigeria et en Côte-d'Ivoire depuis 1960	119
VI.	Al TRAORE, Bilan et perspectives des développements agricole et industriel de la Côte-d'Ivoire et de leurs rapports mutuels ...	147
VII.	Baba BA, Pape SOW, Sidi KANE, L'Etat et le développement rural du Sénégal 1960-1985	177
VIII.	W. OLUOCH KOSSURA, Relations entre l'agriculture et l'industrialisation au Kenya	205
IX.	Abdel Wedoud OULD CHEIKH, Nomadisme et capitalisme périphérique en Mauritanie	225
X.	Mahmud BEN ROMDHANE, L'Etat, la paysannerie et la dépendance alimentaire en Tunisie	277
XI.	B. FOUNOU-TCHUIGOUA, Crise de l'idéologie collective de l'autosuffisance alimentaire	311

**L'AGRICULTURE AFRICAINE
EN CRISE**

Hamid Aït Amara, Bernard Founou-Tchuigoua
(sous la direction de)

**L'agriculture africaine
en crise**

***dans ses rapports avec l'Etat,
l'industrialisation et la paysannerie***

Préface de Samir AMIN

Éditions L'Harmattan
UNU Université des NATIONS UNIES
UNRISD
Institut de Recherche des Nations Unies
pour le Développement Social

© U.N.U.
© L'Harmattan, 1989
ISBN : 2-7384-0405-7

Sommaire

Préface, Samir AMIN, Les rapports entre la révolution agricole et l'industrialisation dans le développement africain	9
I. H. AIT AMARA, Introduction générale	21
II. H. AIT AMARA, Le développement autocentré et les relations agriculture-industrie. Cas de l'Algérie	39
III. Henry MAPOLU, Impérialisme, Etat et paysannerie en Tanzanie	71
IV. B. FOUNOU-TCHUIGOUA, Leçons de l'échec des tentatives de maîtrise agricole sans déconnexion : Algérie et Tanzanie	89
V. Rigobert Oladiran LAPIDO, Cultures industrielles et d'exportation au Nigeria et en Côte-d'Ivoire depuis 1960	119
VI. Al TRAORE, Bilan et perspectives des développements agricole et industriel de la Côte-d'Ivoire et de leurs rapports mutuels ...	147
VII. Baba BA, Pape SOW, Sidi KANE, L'Etat et le développement rural du Sénégal 1960-1985	177
VIII. W. OLUOCH KOSSURA, Relations entre l'agriculture et l'industrialisation au Kenya	205
IX. Abdel Wedoud OULD CHEIKH, Nomadisme et capitalisme périphérique en Mauritanie	225
X. Mahmud BEN ROMDHANE, L'Etat, la paysannerie et la dépendance alimentaire en Tunisie	277
XI. B. FOUNOU-TCHUIGOUA, Crise de l'idéologie collective de l'autosuffisance alimentaire	311

Préface

Les rapports entre la révolution agricole et l'industrialisation dans le développement africain

par Samir AMIN

Reconnaissons au départ que les stratégies de développement mises en œuvre en Afrique depuis l'indépendance n'ont ni donné la priorité première à la révolution agricole, ni véritablement mis l'accent sur une industrialisation accélérée, mais ont tout simplement poursuivi le modèle colonial de l'intégration du continent au système mondial. Les résultats catastrophiques de ce choix sont aujourd'hui évidents. De surcroît les politiques dites de « réajustement » imposées dans ces conditions de crise générale par le FMI et la Banque Mondiale ne peuvent qu'aggraver le désastre. Un autre développement, fondé sur une alliance populaire, constitue la seule issue désirable. Dans ce cadre la tâche prioritaire de s'engager dans la révolution agricole impose l'industrialisation, mais pas n'importe laquelle, une industrialisation qui suppose une sorte de « déconnexion » à l'égard du système qui commande l'expansion mondiale du capitalisme. D'autre part le contenu national et populaire du développement envisagé exige des changements profonds dans le sens de la démocratisation de la société, permettant une expression autonome des différentes forces de la société civile. Simultanément la fragilité des États africains appelle une coopération régionale sans laquelle les tentatives nationales populaires ne pourraient qu'avoir des résultats limités et demeurerait vulnérables à l'extrême.

1. LA FAILLITE DES STRATÉGIES DE « MODERNISATION »

Lorsque la majorité des pays africains accédaient à l'indépendance, il y a une vingtaine d'années, l'opinion prédominante, même africaine, attribuait le sous-développement du continent à un retard historique qui devait être « rattrapé » tout simplement en mettant les bouchées doubles dans une direction préalablement déterminée et connue. Ce que le mouvement de libération nationale, tel qu'il était, reprochait aux colonisateurs c'était précisément de n'avoir pas été à la hauteur de la tâche.

« Droite » et « gauche » africaines étaient persuadées que l'indépendance constituait la garantie certaine, la condition suffisante, pour accélérer les rythmes de la « modernisation ». La thèse libérale considérait que le maintien d'une large ouverture extérieure par l'insertion dans la division internationale du travail et

l'appel au « facteur rare » — le capital étranger — n'étaient pas incompatibles avec l'accélération de la croissance, au contraire. Le rôle de l'Etat consistait précisément à créer des conditions plus favorables susceptibles d'ouvrir aux capitaux des débouchés nouveaux, en accélérant la scolarisation et la formation que les colonisateurs avaient trop craintes, en modernisant l'infrastructure et l'administration. La thèse socialiste de l'époque, méfiante à l'égard du capital étranger, affirmait qu'il appartenait à l'Etat de se substituer à la carence du capital, précisément en vue d'accélérer réellement le processus de la modernisation. Autrement dit, la thèse socialiste ne rejetait ni la perspective de la « modernisation », ni celle de l'insertion dans la division internationale du travail.

L'une et l'autre des thèses partageaient les mêmes vues fondamentales concernant la neutralité de la technique, c'est-à-dire qu'elles affirmaient que la direction de la modernisation était connaissable et connue ; il suffisait de regarder les sociétés occidentales avancées, de l'Ouest comme de l'Est, pour se convaincre de la similarité de bien des objectifs — de consommation — et des moyens — organisation de la production, administration, éducation. Sans doute les « socialistes » étaient-ils beaucoup plus sensibles à la question de l'indépendance nationale et, pour cette raison, sur leurs gardes en ce qui concerne l'appel au capital étranger. Sans doute aussi étaient-ils plus sensibles aux questions de répartition des revenus et de la priorité aux services collectifs. Mais les « libéraux » leur rétorquaient que le capitalisme résoudreait aussi ces problèmes, comme de surcroît il engendrerait progressivement une démocratisation de la vie sociale et politique.

L'une et l'autre des thèses procédaient en fin de compte d'une même vision occidentalocentrique et technico-économiste, dénominateur commun d'une version vulgaire du marxisme et du meilleur de la science sociale bourgeoise.

Les protestations, il y a seulement encore quinze ans, étaient rares et mal reçues. Utopies paysannes, nationalismes culturalistes. Et il est vrai que, faute de soutien suffisamment large, les protestataires sombraient souvent dans ces travers. Mais pourquoi donc l'Afrique aurait-elle dû se singulariser par de telles fantaisies ?

L'histoire réelle des deux dernières décennies a donné des résultats tels que les deux thèses sont aujourd'hui l'objet de doutes systématiques. C'est cette double « déception historique » qui donne à la thèse du développement inégal toute la force qu'elle est en train d'acquérir.

La thèse du développement inégal commençait par affirmer que le sous-développement, loin d'être un « retard », était la conséquence de l'intégration dans le système capitaliste mondial comme périphérie exploitée et dominée, remplissant des fonctions spécifiques dans l'accumulation au centre du système. Une intégration qui, contrairement à l'opinion superficielle, ne remontait pas au partage colonial de la fin du XIX^e siècle, mais aux origines mêmes du mercantilisme au XVI^e siècle, lorsque l'Afrique fut « spécialisée » par la traite négrière, dans la fourniture de la force de travail qui, exploitée en Amérique, allait accélérer le processus de l'accumulation du capital en Europe atlantique. Une « spécialisation » appauvrissante pour l'Afrique qui, en dehors même de ses horreurs, faisait régresser les systèmes de production locaux comme les organisations étatiques et, sans doute même au-delà, imprimait à l'idéologie des sociétés impliquées dans ce commerce honteux des traits qui subsisteront longtemps.

La thèse du développement inégal poursuivait l'analyse en s'attachant à

comprendre les mécanismes par lesquels le capital, dominant à l'échelle mondiale, se subordonnait, en les déformant, des modes de production précapitalistes. Tandis que le courant ethnologique poursuivait sa recherche des singularités des sociétés africaines en tentant de les isoler conceptuellement, la thèse du développement inégal plaçait l'accent sur l'intégration des sociétés rurales d'apparence « traditionnelle » dans le procès de l'accumulation du capital. C'est ainsi que, dans la première moitié des années 60, les caractères essentiels des modes de domination formelle du capital sur les mondes ruraux africains étaient dégagés. On faisait ressortir comment, dans l'« économie de traite », les systèmes d'encadrement « techniques » et « commerciaux » dépossédèrent les producteurs paysans de la maîtrise des moyens de production dont ils demeurent formellement propriétaires, pour extraire un surtravail transformé par le canal d'échanges marchands, au profit du capital des monopoles dominants. On faisait apparaître comment le refoulement des paysans dans des réserves volontairement exiguës avait pour fonction en Afrique du Sud et au Zimbabwe de fournir à l'industrie et aux mines une force de travail à bon marché.

Ces analyses nouvelles ont progressivement conduit à imaginer un développement alternatif fondamentalement différent, fondé sur une alliance populaire.

La voie était alors ouverte pour repenser positivement toutes les questions du développement : les orientations de l'industrialisation, la question de l'Etat et de la nation, etc. La vocation de l'industrie dans cette perspective est de soutenir la révolution sociale et technique dans les campagnes. Ce renversement des priorités impliquait aussi, par la force des choses, des révisions essentielles aux plans de la réflexion sur les modèles de consommation, l'articulation des grandes et des petites industries, des techniques modernes et des techniques artisanales et traditionnelles, etc. Un contenu positif pouvait être donné à une stratégie de « déconnexion », c'est-à-dire de refus des impératifs de la division internationale du travail, considérés jusqu'alors comme des nécessités inéluctables.

Le grain était semé. Mais il ne germera que pour autant qu'il sera tombé sur un terrain fertile. Car les idées n'ont de réalité que si elles sont portées par des forces sociales effectives.

Or, le terrain prend consistance. Le vieux mouvement de libération nationale, qui s'était assigné l'objectif de l'indépendance politique, a épuisé ses potentialités. L'Afrique des 50 États qu'il a contribué à créer est dans l'impasse. Impasse du développement économique dont les effets contrastés sont de plus en plus explosifs : urbanisation et chômage massif, stagnation agricole, dégradation des sols, famines et importations massives de produits alimentaires, dépendance extérieure grandissante. Impasse de la construction nationale : les frontières artificielles, respectueusement consacrées par l'OUA, éclatent sous la poussée des vrais peuples, ethnies et nations. Impasse politique : les « démocraties » d'imitation cèdent la place aux tyrannies, les partis uniques de construction nationale aux coteries militaires et bureaucratiques. Impasse idéologique : la libération capitaliste et le socialisme bureaucratique ne répondent à aucun besoin des masses populaires et appellent le soutien extérieur. Impasse culturelle : la scolarisation d'imitation révèle toute sa disfonctionnalité ; l'imposition des langues étrangères de colonisation — corollaire de la constitution des Etats dans les frontières que l'on connaît — véhicule une aliénation aussi inefficace qu'insupportable.

C'est que le vieux mouvement de libération nationale avait été bourgeois en définitive, quand bien même il avait su mobiliser les masses paysannes et quand

bien même sa composante petite bourgeoise avait donné l'illusion d'une perspective socialiste possible. Le nouveau mouvement en train de naître sera paysan et ouvrier par la force des choses. Qu'il révèle des formes populistes dans un premier temps, alors que le grain semé n'a pas encore germé, cela est probablement inéluctable.

La crise actuelle du système impérialiste accentue visiblement toutes les contradictions en question. Les issues offertes par le système de cette crise — la délocalisation de certaines industries qui permettrait au capital des monopoles de tirer de l'exploitation des travailleurs du Tiers-Monde les surprofits nécessaires au redémarrage au centre — ne répondent pas aux questions posées. Il n'y a pas d'alternative à une stratégie de reconstruction nationale et populaire, autocentrée et déconnectée du système mondial.

2. LA PRIORITÉ PREMIÈRE : LA RÉVOLUTION AGRICOLE. CRITIQUE DE LA VISION DE LA BANQUE MONDIALE.

2.1. La faillite du « développement » a été plus dramatique pour l'Afrique que pour toute autre région. L'Afrique n'a pas encore amorcé sa révolution agricole sans laquelle aucun développement n'est concevable. La production et la productivité par famille rurale est restée stagnante et a même décliné dans certaines régions. Dans ces conditions l'émigration rurale n'est pas ici le produit d'une surpopulation relative créée par un progrès agricole réalisé dans l'inégalité sociale, mais, à l'opposé, une fuite désespérée de populations cherchant à s'évader de la famine. Ce type d'émigration engendre une urbanisation monstrueuse, sans espoir que l'industrialisation puisse en absorber le flux, et sans générer une source quelconque de financement de nouvelles activités. Simultanément l'Afrique — à l'exception de quelques rares pays — n'est pas encore entrée dans l'ère industrielle : il n'existe ni un minimum de tissu industriel, ni structures de financement, ni capacité technologique, sans lesquelles une politique industrielle quelconque est impossible. Ailleurs en Amérique Latine et en Asie des pas ont été franchis dans ces deux directions même si c'est d'une manière chaotique et souvent tragique du point de vue national et populaire.

Cette faillite a, d'évidence, des racines profondes, précoloniales et coloniales. Malheureusement peu a été fait après la colonisation pour en renverser les tendances.

La tâche prioritaire de la révolution agricole, qui s'imposera encore pour plusieurs décennies à venir, est certes une tâche complexe et multidimensionnelle. Elle a sa dimension technologique : quels types d'équipements et d'inputs (contrôle de l'eau, chimie, etc.) peuvent apporter une amélioration simultanée de la productivité par agriculteur et par hectare. Ces choix techniques imposent à leur tour des politiques économiques adéquates de soutien : le choix de prix et de structures du revenu qui induisent des comportements en accord avec les objectifs, celui de politiques industrielles et de modèles de financement adéquats, etc. A leur tour les politiques économiques ont un sens social et politique : quels types de contrôle social rural (organisation de la propriété et de l'exploitation, rentes foncières et salaires agricoles, coopératives de crédit, de commercialisation ou même de production, etc.) peuvent aider à aller dans le sens du changement souhaité (ou au contraire l'handicaper !) ; comment les modes de contrôle social en place, qui sont le produit de rapports sociaux historiques (en particulier en ce

qui concerne les rapports Etat-paysanneries), peuvent être un obstacle au changement ; par quelles politiques ces rapports peuvent être modifiés ; quels types de contrôle social du commerce et de l'industrie (étatisation, coopération, capital privé local et étranger, etc.) peuvent être combinés avec ceux que le progrès agricole impose ?

Sur aucune de ces questions, et encore moins sur les rapports qu'elles ont entre elles, l'expérience des régions développées de l'Ouest et de l'Est ou celles de l'Asie et de l'Amérique Latine ne sont transférables telles quelles à l'Afrique. Il y a de nombreuses raisons à cela : les disponibilités en terres, les modes d'organisation sociale précapitalistes et les niveaux de productivité, les technologies industrielles connues sont trop différents. De même les leçons de l'industrialisation d'autres régions, que celle-ci ait été réalisée dans le cadre d'une ouverture mondialisée ou dans un cadre « déconnecté », qu'elles aient été l'œuvre du capital privé ou de l'intervention de l'Etat, sont d'un intérêt limité pour l'Afrique actuelle.

Précisément parce que la tâche est tout à fait nouvelle et les défis complexes, les « recettes » suggérées par les agences du développement restent douteuses. Beaucoup de celles-ci n'ont pas résisté au test de l'expérience. D'où la cascade de « modes ». Ceux qui, au nom de l'efficacité immédiate, refusent de reconnaître notre ignorance profonde de ce qu'il « y a à faire » et se contentent de litanies soit pour louer les vertus du « marché » (comme si quelques modifications de prix pouvaient créer ici les incitations nécessaires...) ou celles de l'intervention de l'Etat (sans réfléchir sur le contenu historique, politique et culturel qui le définit), sont hélas, trop nombreux pour être tous cités ici.

La faillite du développement africain a des conséquences politiques dramatiques. La fragilité du continent, tant au plan économique et financier, qu'à celui de sa vulnérabilité politique et militaire, encourage l'attitude cynique des puissances qui peuvent donner la priorité à leurs intérêts géo-stratégiques sans se soucier de leurs effets sur les peuples africains.

2.2. Le rapport de la Banque mondiale intitulé *Pour un développement accéléré dans l'Afrique sub-saharienne* constitue un bel exemple de cette substitution de « recettes techniques » à l'analyse des causes et des racines de la faillite du développement africain.

On s'attendait donc à une critique approfondie des systèmes sociaux et économiques locaux et du système mondial de la division du travail responsables de cette faillite.

On s'attendait même à une sorte d'autocritique de la Banque mondiale, qui a soutenu pendant vingt ans la plupart des orientations fondamentales du développement mis en cause. Pas du tout. La Banque mondiale attribue l'échec à la seule responsabilité des gouvernements africains qui auraient méprisé l'agriculture et donné trop de priorité à l'industrie.

La stratégie proposée par celle-ci est parfaitement résumée dans la page 4 du rapport : « Les problèmes structurels internes et les contraintes extérieures qui freinent le développement de l'Afrique ont été aggravés par des politiques commerciales et de changes extérieurs qui ont surprotégé l'industrie, freiné l'agriculture... le secteur public a été développé outre mesure... »

Après quoi la Banque propose une stratégie de réajustement aux exigences du système mondial fondée sur la priorité aux exportations (agricoles et minières), par le moyen principal de la dévaluation et de la restauration d'un plus grand